



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Pénuries

Quand le commerce mondial tousse, l'Allemagne s'enrhume

Les pénuries généralisées à l'international assombrissent les perspectives de croissance de l'Allemagne, première économie ... • (Page 08)

Économie

Le Trésor américain veut moderniser son système de sanctions

Le Trésor américain estime que son arsenal de sanctions ... • (Page 08)



Création et d'exploitation d'un parc industriel et logistique

• (Page 03)

Finance en commun

527 banques publiques de développement dans le monde

Plus de 500 banques publiques de développement se ... • (Page 02)

Togo – Gabon

Le Premier ministre en visite officielle à Libreville

Le Premier ministre du Togo, Victoire Dogbé, a entamé mercredi 20 octobre 2021, une visite de travail et ... • (Page 04)

Environnement

Des millions d'Africains sous le diktat du réchauffement climatique

Alors que la 26ème Conférence de Glasgow sur les changements climatiques (COP26) approche à grands pas, un ... • (Page 06)

Assemblée nationale

Le CADERDT sensibilise le parlement sur la budgétisation sensible au genre

Le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des ... • (Page 11)

La BOAD accorde un prêt de 20 milliards FCFA à PIA



3ème Forum Economique et des Affaires Turquie – Afrique

• (Page 04)

Promotion du secteur privé togolais à Istanbul



Finance en commun

527 banques publiques de développement dans le monde

Plus de 500 banques publiques de développement se sont retrouvées à Rome les 19 et 20 octobre 2021 pour le deuxième sommet Finance en commun (FICS), organisé par la Cassa Depositi e Prestiti. Une nouvelle base de données sur les 527 banques publiques de développement et institutions de financement dans le monde a été présentée.

● Junior AREDOLA

À la suite du premier sommet accueilli par l'Agence française de développement (AFD) à Paris fin 2020, ces institutions financières pas comme les autres se sont réunies à nouveau afin de renforcer leurs engagements en faveur de la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Une nouvelle base de données explorant les arcanes des banques publiques de développement (BPD) dans le monde a été présentée lors de la deuxième édition du sommet Finance en commun, organisée à Rome les 19 et 20 octobre 2021. Il s'agit d'une version actualisée de la toute première base de données sur les BPD et les institutions de financement du développement (IFD) lancée l'année dernière par l'AFD et l'Institut de la nouvelle économie structurelle (INSE) de l'université de Pékin. Un outil qui offre un aperçu de l'architecture financière mondiale, essentielle à la création d'une coalition permettant l'utilisation des ressources en faveur du développement durable. Pour la première fois, il est possible de disposer d'une idée claire du nombre, de la portée et de l'impact potentiel des banques publiques de développement et des institutions financières dans le monde. L'AFD et l'Institut de la nouvelle économie struc-



turelle (INSE) de l'université de Pékin se sont associés pour combler le manque d'informations disponibles sur les institutions de financement du développement en créant une base de données exhaustive. Celle-ci met en lumière les 527 institutions de financement du développement identifiées, leur structure de propriété et leur poids financier, ainsi que leurs contributions potentielles aux questions de développement, et plus particulièrement aux Objectifs de développement durable. La base de données contient des informations allant du niveau de revenu et du mandat des institutions à la portée géographique de leurs opérations. Il s'agit du résultat d'années de travail, qui ont débuté par la publication du rapport inaugural de l'INSE en 2019, comprenant un riche corpus de recherche basé sur la collecte de données de première main.

Un aperçu plus clair, grâce à des critères affinés

Les auteurs du rapport, Jiajun Xu (vice-doyenne exécu-

tive de l'INSE), Régis Marodon (conseiller sénior sur la finance durable de l'AFD) et Xinshun Ru (directeur de recherche sur le financement du développement de l'INSE), estiment que le partenariat entre l'INSE et l'AFD était crucial pour la création de cette base de données exhaustive : « S'appuyant sur le rapport inaugural de l'INSE, les deux organisations se sont associées en créant des synergies entre la rigueur académique de l'INSE et les riches expériences pratiques de l'AFD afin d'affiner les critères de qualification des BPD et des IFD, et ainsi les distinguer des autres dispositifs institutionnels. » Lancée par l'INSE et l'AFD l'année dernière, la base de données initiale référençait quelque 450 banques publiques de développement dans le monde. Ce chiffre s'élève aujourd'hui à plus de 500 grâce aux recherches supplémentaires et à l'affinement de la définition de ce qui constitue une BPD ou une institution de financement du développement.

AUX DÉCIDEURS ...

Investir dans l'agriculture

Plus de six personnes sur dix en Afrique subsaharienne travaillent dans le secteur agricole du continent. Nous ne réalisons peut-être pas que ce qui pousse à partir du sol africain peut être lié à certains des aliments les plus populaires au monde. L'Afrique produit la plus grande offre mondiale de cacao, utilisé dans les barres chocolatées et autres produits. Les grains de café cultivés en Éthiopie et en Ouganda, qui dominent les exportations de café de l'Afrique, ont été évalués à près de 2 milliards de dollars l'année dernière. Le volume des exportations africaines de produits de base est en hausse. Dans le même temps, de plus en plus d'Africains sont confrontés à l'insécurité alimentaire. Environ 246 millions d'Africains se couchent le ventre vide chaque nuit. Le rythme de la croissance agricole de l'Afrique ne suit pas la croissance démographique de l'Afrique. À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, il est temps que les dirigeants africains et mondiaux, ainsi que les organisations de développement, se joignent à l'appel du Groupe de la Banque africaine de développement pour une augmentation des investissements dans les technologies agricoles qui stimulent la production alimentaire et la sécurité alimentaire de l'Afrique face au changement climatique. Le continent a un immense potentiel pour se nourrir et devenir un grenier à blé pour le monde : environ 65 pour cent des terres arables non cultivées restantes de la Terre se trouvent en Afrique. Cependant, ce potentiel est menacé par des conditions météorologiques extrêmes erratiques. Il est également rabougri parce que la majorité des producteurs vivriers africains sont des petits exploitants agricoles de subsistance. Nous devons intensifier la mise en œuvre de pratiques agricoles modernes et intelligentes face au climat. Les investissements du Groupe de la Banque africaine de développement aident les agriculteurs africains à mettre plus de nourriture dans la bouche d'un plus grand nombre d'Africains. Depuis que la Banque a lancé sa stratégie Feed Africa en 2015, plus de 74 millions de personnes bénéficient d'un accès à des technologies agricoles améliorées, ce qui se traduit par une production alimentaire plus élevée. Le programme phare, Technologies for African Agricultural Transformation (TAAT) a fourni à 11 millions d'agriculteurs dans 29 pays africains des technologies agricoles éprouvées telles que le maïs résistant à la sécheresse, le blé résistant à la chaleur, des variétés de semences à haut rendement et des traitements de semences pour se protéger contre les ravageurs comme la chenille légionnaire d'automne, qui a dévasté les cultures africaines en vagues d'essaims ailés et affamés. Aligné sur le thème de la Journée mondiale de l'alimentation 2021, "Nos actions sont notre avenir. Une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une vie meilleure", la Banque augmente la production alimentaire, l'accès à des aliments plus nutritifs et aide les agriculteurs à s'adapter aux environnements impactés par le changement climatique. Nous plaçons en faveur d'une réforme des politiques sensibles au genre et d'un développement inclusif. L'initiative Action de financement positif pour les femmes en Afrique (AFAWA) de la Banque vise à réduire le déficit d'accès au financement auquel les femmes entrepreneuses sont confrontées à travers le continent, y compris les femmes travaillant dans l'agriculture. L'AFAWA vient d'investir 20 millions de dollars dans un projet de financement de pratiques agricoles résilientes au climat au Ghana. Il ciblera des centaines d'entreprises dirigées par des femmes grâce à des lignes de crédit avec Ecobank Ghana, et leur fournira une formation professionnelle sur l'agriculture adaptée au climat. La Banque africaine de développement envisage une Afrique en sécurité alimentaire qui utilise des technologies de pointe, s'adapte de manière créative au changement climatique et développe une nouvelle génération d'« agripreneurs » - des jeunes et des femmes autonomes qui moderniseront et industrialiseront l'agriculture. La Facilité de financement vise à accomplir cela en apportant des « agritechs » intelligentes pour aider des millions d'autres agriculteurs africains à doubler les rendements des principales cultures, à produire suffisamment de nourriture pour nourrir 200 millions de personnes supplémentaires et à réduire les cas de malnutrition.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Création et d'exploitation d'un parc industriel et logistique

La BOAD accorde un prêt de 20 milliards FCFA à PIA

Signature, jeudi 21 octobre 2021 à Lomé, d'un contrat de prêt de 20 milliards de FCFA octroyé par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) à la société Plateform Industrial Adetikopè (PIA Togo) pour la construction de la plateforme industrielle intégrée de 132 ha à Adetikopè, avec à la clé la création de 12 500 emplois directs.

• Joël YANCLO

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) contribue au financement du Projet de création et d'exploitation d'un parc industriel et logistique par la société Plateform Industrial Adetikopè (PIA) SAS au Togo. En effet, Serge EKUE, Président de la BOAD et Jesse Ian DAMSKY, Président de la société Plateform Industrial Adetikopè (PIA) SAS, ont procédé, jeudi 21 octobre 2021 à Lomé, à la signature d'un contrat de prêt d'un montant total de 20 milliards FCFA, relatif au projet de création et d'exploitation d'une Plateforme Industrielle Intégrée d'une superficie de 132 ha à Adetikopè, en République Togolaise. Ce projet inscrit dans la nou-



velle feuille de route gouvernementale 2021-2025, qui dessine le Plan Stratégique « Togo 2025 » visant à « faire du Togo, un pays en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable », concrétise l'Accord-cadre signé entre PIA SAS, l'Etat

Togolais et ARISE SPECIAL ECONOMIC ZONE (ARISE SEZ) visant la création d'une Plateforme Industrielle Intégrée avec pour objectif d'attirer des investisseurs en vue de développer des activités industrielles et multisectorielles, à savoir notamment la transformation de produits

agricoles et miniers locaux. Il s'inscrit également dans le Plan DJOLIBA 2021-2025, plan stratégique de la BOAD, en ses axes 1 et 2 visant respectivement le renforcement de l'intégration régionale et la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux Etats et au secteur privé. L'objectif du projet est de contribuer à l'amélioration de la valeur ajoutée de la production agricole et minière nationale en créant les conditions (mise à disposition de terrains industriels, d'électricité, d'eau et de moyens de communication, facilitation des formalités administratives, avantages douaniers et fiscaux etc.) en vue de sa transformation industrielle ainsi que l'accroissement de la capacité logistique du pays. Il permettra au cours de sa

mise en œuvre et sur sa durée d'exploitation de contribuer au renforcement de la capacité de traitement des marchandises du Port Autonome de Lomé ; à la création d'emplois et de richesse. Cette opération contribuera à la transformation structurelle de l'économie au Togo, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive

et permettra d'assurer la création d'emplois l'amélioration du bien-être social. Elle porte à 266 256 M F CFA, le montant total des engagements de la BOAD en faveur du secteur privé au Togo et à 774 703 MFCFA, le montant cumulé des engagements de la BOAD dans ce pays, tous secteurs confondus.



Fruits

Fairtrade augmentera les prix minimums pour la banane à partir de janvier 2022

Dans le monde, l'industrie de la banane n'échappe pas aux préoccupations des consommateurs qui veulent s'assurer de la durabilité sociale et environnementale de leur produit. Pour s'adapter à cette évolution, de nombreux industriels font appel aux organismes de certification.

Le label de certification Fairtrade International a annoncé récemment qu'il réviserait à la hausse, les prix minimums pratiqués dans les pays exportateurs de bananes engagés dans son système de commerce équitable. Concrètement, le tarif plancher versé pour la banane conventionnelle et biologique aux producteurs certifiés qui n'expédient pas eux-mêmes leur produit (prix départ usine-EXW) et à ceux qui exportent (prix franco à bord-FOB) progressera entre 1 % et 8 % selon les origines comparative-



ment à 2020/2021. D'après l'organisation, cette décision vise à réduire l'impact sur la production et l'exportation de la hausse des coûts

logistiques et de la baisse des prix à l'importation de la banane liée à la pandémie de coronavirus. Sur le continent africain, la nouvelle norme

profitera principalement au Cameroun et au Ghana. Dans le premier pays où la banane conventionnelle est la seule couverte actuellement par

la certification Fairtrade, les producteurs verront le prix minimum de la caisse de carton standard (18,14 kg) passer de 8,75 à 9,3 euros (prix FOB) et de 6,45 à 6,8 euros (prix EXW). Au Ghana, le tarif pour la banane conventionnelle grimpera de 8,85 à 9,35 euros (prix FOB) et de 6,55 à 6,9 euros (prix EXW). Dans le segment de la banane biologique avec le pays qui fait office de pionnier sur le continent africain, la rémunération passera de 11,8 à 12,25 euros (prix FOB) et de 9,5 à 9,8 euros (prix EXW). Plus généralement, la démarche de Fairtrade est la dernière en date qui cible l'amélioration des revenus des producteurs. L'organisme de certification a mis en œuvre récemment le « différentiel de salaire vital » qui représente un mécanisme volontaire qui permet à l'importateur ou au distributeur de verser un montant par caisse de banane en

fonction de son engagement en faveur des travailleurs. Par ailleurs, elle introduisait en juillet dernier, un salaire de base pour les travailleurs à côté de la prime de développement de 1 \$ par caisse de bananes déjà versée en plus du prix minimum. Selon les données relayées par Fruitrop, la revue du Cirad dédiée aux fruits et légumes, 750 000 tonnes de bananes certifiées Fairtrade ont été échangées dans le monde en 2019 dont 60 % sont issues de l'agriculture biologique. Pour rappel, Fairtrade International a été créée en 1997. En dehors de la banane, elle certifie également le café, le cacao, le coton, la canne à sucre, le raisin de cuve, le riz et le quinoa.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

3ème Forum Economique et des Affaires Turquie – Afrique

Promotion du secteur privé togolais à Istanbul

Organisé par le ministère du commerce de la République de Turquie, le 3ème Forum économique et des affaires Turquie-Afrique se déroule du 21 au 22 octobre 2021 à Istanbul avec une forte délégation togolaise.

● Vivien ATAKPABEM

La délégation togolaise à Istanbul est composée du ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo Adedze, du Président du Patronat, Laurent Tamègnon, du Président de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), Jonas Daou, du 2ème Vice-président de la Délégation Spéciale Consulaire de la CCIT, Samuel Tiboliéb Sanwogou et du Directeur Général de NOSSITO. Le 3e Forum Economique et des Affaires Turquie-Afrique se déroule du 21 au 22 octobre 2021 à Istanbul en Turquie. Organisé par le Ministère du commerce de la République de Turquie, ce forum vise principalement à promouvoir les investissements Turcs et Africains en analysant les relations commerciales et économiques entre l'Afrique et la Turquie ; évaluer l'approche de la Turquie en matière d'investissement en Afrique ; faciliter l'interaction entre les deux communautés d'affaires et initier le dialogue entre les investisseurs turcs, l'UA et les CER. Il permettra également de mettre en évidence les attentes engendrées par l'Agenda 2063 en tant que programme de transformation sociale, économique et politique qui fera de l'Afrique un continent



prospère, uni et économiquement indépendant. Le 3ème Forum Economique et des Affaires Turquie-Afrique sera aussi l'occasion pour les organisateurs, de sensibiliser les hommes d'affaires Turcs et Africains aux opportunités d'investissement et d'affaires en Afrique et en Turquie, sur l'Accord de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et à ses réflexions pour les secteurs public et privé ; d'identifier les orientations futures possibles du partenariat Turquie-Afrique dans le cadre du commerce, des investissements, de la technologie et de la logistique ; de canaliser le secteur privé de la Turquie et des pays africains vers des partenariats commerciaux, industriels et technologiques et enfin, de renforcer la plateforme de dialogue avec les Communautés économiques régionales africaines. Le

Forum réunira les Ministres du commerce des pays africains, les hommes d'affaires Turcs et Africains, ainsi que les représentants des institutions du secteur privé et des médias afin d'approfondir et de renforcer la coopération stratégique et le partenariat déjà existants entre la Turquie et les pays Africains. En marge des travaux de ce 3ème Forum, la délégation togolaise conduite par Kodjo ADEDZE, Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale a rencontré le Président de la Chambre de Commerce d'Istanbul, SEKIB AVDAGIC mercredi 20 octobre 2021 pour discuter d'une possible coopération entre la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo et la Chambre de Commerce d'Istanbul.

Togo – Gabon

Le Premier ministre en visite officielle à Libreville

Le Premier ministre du Togo, Victoire Dogbé, a entamé mercredi 20 octobre 2021, une visite de travail et d'amitié de 48h au Gabon. La cheffe du gouvernement, à la tête d'une importante délégation ministérielle, a tenu à son arrivée une première séance de travail avec son homologue, Rose Christiane Ossouka Raponda, apprend-on de source officielle.

● Nicole ESSO

Les échanges ont notamment porté sur le renforcement et la diversification de la coopération bilatérale. L'objectif affiché par les deux chefs de gouvernement, est d'innover pour tirer mutuellement le meilleur profit de la coopéra-

tion entre les deux États. Il sera en outre question de jeter les bases de la prochaine session mixte de coopération. « L'axe Libreville-Lomé est un modèle de coopération qui matérialise ce partenariat sud-sud, un partenariat exemplaire et dynamique », a dans ce sens affirmé Rose Christiane Ossouka Rapon-

da à l'entame des travaux. D'autres activités meubleront ce premier déplacement de Victoire Dogbé en terre gabonaise depuis sa prise de fonction. Lomé et Libreville entretiennent d'excellentes relations, matérialisées régulièrement par de fréquentes concertations entre les principaux dirigeants

Diplomatie

Yawa Tsegan a conféré avec Julius Adesina

La Présidente de l'Assemblée nationale togolaise, Yawa Djigbodi Tsegan a accordé le jeudi 14 octobre 2021, une audience à Julius Adebowale ADESINA, nouvel ambassadeur du Nigéria au Togo.

● Eyram AKAKPO

Plusieurs sujets ont été au cœur de la rencontre entre les deux personnalités notamment la CEDEAO, sa création et son développement, ainsi que le renforcement des liens de coopération entre les deux pays. Le nouvel ambassadeur du Nigeria près du Togo Julius Adebowale ADESINA, veut s'appuyer sur les liens d'amitié et de coopération très forts qui existaient entre son pays le Nigeria et le Togo (au temps de son ancien président le général Yacoubu Gowon et du général Gnassingbé Eyadema), pour renouveler les relations entre les deux pays. Au cours de la rencontre du jeudi 14 octobre 2021, au siège de l'Assemblée nationale à Lomé, les deux personnalités ont revisité l'histoire de leur coopération, de la création de la zone CEDEAO, de son développement et de nouvelles coopérations entre leur pays. Le Diplomate a été admiratif aux qualités que possèdent Mme TSEGAN par rapport à sa vision sur le développement des deux pays amis et frères. « J'ai rencontré une femme qui est vraiment panafricaniste. J'ai aimé sa manière de concevoir le développement entre nos deux pays », a-t-il témoigné. Selon Julius ADESINA, il est venu



au Togo, au nom du Président Muhammadu Buhari « pour remercier le Chef de l'Etat, son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé pour sa vision du développement et sa vision de panafricaniste de faire de la CEDEAO, une zone de développement ». Mme TSEGAN et M. ADESINA ont également abordé les questions relatives aux conditions de vie et de travail de la diaspora nigérienne au Togo et de la diaspora togolaise au Nigeria. « Ensuite, nous avons discuté de la manière dont nos deux peuples peuvent travailler dans un même sens. Ce qui signifie, par exemple, que si un nigérian a une possibilité de travailler au Togo, qu'il soit libre de le faire et réciproquement. Je suis venu apporter aussi un message de mon pays par rapport à la

Zone CEDEAO. On le sait tous, comment la CEDEAO a été créée ? C'est grâce à la vision des présidents togolais et nigériens. C'est pour moi une opportunité d'échanger, comme je viens d'arriver, avec les autorités du pays pour voir dans quelles mesures nous pouvons mettre ensemble nos efforts pour le développement de la CECEDEAO. Je reste serein que cette coopération va exister entre nos deux pays », a confié à la presse, M. Julius Adebowale ADESINA, nouvel ambassadeur du Nigéria au Togo. Il est à souligner qu'il est mandaté par le Chef de l'État nigérian, Muhammadu Buhari, pour construire des partenariats commerciaux et économiques plus solides avec le Togo.

Togo

Les importateurs de produits halieutiques invités à renouveler leur agrément sanitaire

Au Togo, le ministère de l'Economie maritime invite, dans un communiqué, les importateurs de produits halieutiques dont les agréments sanitaires ont expiré, à les renouveler, au plus tard, le 20 novembre prochain.

Ces sociétés importatrices, selon le département ministériel dirigé par Edem Kokou Tengué, « disposent d'agrément expiré datant de la période allant de 2015 à 2018 », donc invalide pour effectuer des importations des produits de mer. L'appel du ministère s'inscrit en ligne droite avec la loi qui régit l'exercice de l'activité de pêche et de commercialisation des produits halieutiques. Celle-ci dispose en effet que



: « les produits halieutiques importés au Togo sont accompagnés d'un certificat sanitaire ». Cette loi permet aux autorités togolaises d'éviter aux populations, une éventuelle exposition à des

risques sanitaires, apprend-on. En cohérence avec cette disposition, elles ont décidé en avril 2018 d'interdire l'importation de tilapia dans le pays. Rappelons que, le pays a enregistré une croissance de production halieutique qui a atteint plus de 37 000 t de poissons capturés, entre 2018 et 2019, selon les statistiques de la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture (DPA).

Avec Togo First

Baromètres Togo							
Investissement Direct Etranger				Indicateurs du commerce extérieur			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2016	2017	2018	Importations de biens (millions USD)	2015	2016	2017
Stocks d'IDE (millions USD)	-46	88	102	Exportations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Nombre d'investissements greenfield***	1.474	1.772	1.790	Importations de services (millions USD)	1.227	1.290	1.138
IDE entrants (en % de la FBCF****)	n/a	2	2	Exportations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	21,0	n/a	n/a	Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	n/a	530	n/a
	39,7	n/a	n/a	Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
				Balance commerciale (hors services) (millions USD)	0,2	5,2	0,4
				Commerce extérieur (en % du PIB)	-1.033	n/a	n/a
				Importations de biens et services (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
				Exportations des biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
					42,2	42,8	40,5

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. **** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. ***** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



GROUPE ISD AFRIK TOGO

FORMATION

GESTION ADMINISTRATIVE ET LOGICIELLE DE LA PAIE

&

RESSOURCES HUMAINES

Du **26** au **29** Octobre 2021



Durée
4 JOURS

Frais
150 000 FCFA/TCC

Profil du formateur
Expert consultant en ressources humaines Consultant et formateur en logiciel de Gestion de la paie et des ressources humaines.

Affrir aux participants
Un kit de formation une clé de 4 Go avec le contenu de la formation & autres documents

Public cible
Directeur généraux Directeur financier
Directeur des ressources humaines - Responsable de la paie.

+228 91 46 86 51 / 99 81 24 46
E-mail : isdtogo2015@gmail.com - Secrétariat.isdtogo@gmail.com

HÔTEL SARAOKAWA 



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le cadre de l'opérationnalisation effective du Poste de Contrôles Juxtaposés (PCJ) de Noépé-Akanu et de la redéfinition du corridor Abidjan-Lagos,

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des Opérateurs économiques qu'à compter du 1er novembre 2021, les opérations de dédouanement de marchandises en transit, au départ ou en provenance du Ghana à destination du Togo ou d'autres pays sont impérativement logées au Poste de Contrôles Juxtaposés de Noépé-Akanu.

Sont ainsi visées, les marchandises chargées dans les ports, usines, entrepôts ou autres installations similaires en provenance du Ghana.

Il en est de même du transit douanier de marchandises au départ ou en provenance du Togo à destination du Ghana ou d'autres pays.

En ce qui concerne le trafic des marchandises diverses achetées sur le marché ghanéen ou togolais communément appelées «acquit» les formalités de dédouanement sont domiciliées à la Division des Opérations Douanières de Kwadjiviakopé et au bureau de Douane de Ségbé.

Le Commissaire Général compte sur le civisme de tous pour le respect scrupuleux du présent avis.

Fait à Lomé, le 19 octobre 2021

P. Le Commissaire Général absent, p.i
Le Commissaire des Douanes et Droits Indirects, p.i

Kwawo A. K. ESSIEN

Environnement**Des millions d'Africains sous le diktat du réchauffement climatique**

Alors que la 26ème Conférence de Glasgow sur les changements climatiques (COP26) approche à grands pas, un rapport alarmant alerte sur les méfaits du réchauffement climatique qui menace des millions de personnes en Afrique. En termes clairs, plus d'une centaine de millions de personnes extrêmement pauvres sont menacées par l'accélération du changement climatique dans le continent, où les rares glaciers devraient avoir disparu d'ici aux années 2040. C'est du moins ce qu'a indiqué l'Organisation des Nations unies (ONU) mardi 19 octobre 2021.

L'ONU met en évidence, dans un rapport sur l'état du climat en Afrique publié à moins de deux semaines de l'ouverture de la COP 26 à Glasgow (du 31 octobre au 12 novembre 2021), la vulnérabilité disproportionnée de l'Afrique et souligne que le changement climatique a contribué à aggraver l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les déplacements de population sur le continent en 2020. A ce propos, la Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la Commission de l'Union africaine (UA), Josefa Leonel Correia Sacko, a laissé entendre dans l'avant-propos du rapport que « d'ici à 2030, on estime que jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) seront exposées à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes en Afrique si des mesures adéquates ne sont pas prises ». Ce rapport, coordonné par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) de l'ONU et repris par amp.rts.ch, est le fruit d'une collaboration avec la Commission de l'UA, la Commission économique pour l'Afrique et diverses organisations scientifiques internationales et régionales et des Nations unies. Les experts du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) envisagent le pire



dans leur rapport sur l'évolution du climat, qui sera publié en février 2022. Ils prévoient des extinctions d'espèces, des famines ou encore des pénuries d'eau gravissimes. Même inquiétude pour les glaciers côtiers aujourd'hui plus que menacés. « Au cours de l'année 2020, les indicateurs climatiques en Afrique ont été caractérisés par une augmentation continue des températures, une accélération de l'élévation du niveau de la mer, des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, tels que les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses, et les impacts dévastateurs associés », a expliqué dans l'avant-propos du document exploité par amp.rts.ch le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas. « La fonte rapide des derniers glaciers d'Afrique de l'Est, dont on s'attend à ce qu'elle soit totale dans un avenir proche, nous alerte d'un changement imminent et irréversible du

système Terre », a-t-il relevé. Les glaciers africains sont trop petits pour servir de réservoirs d'eau importants, mais ils ont une importance touristique et scientifique de premier plan. Seules trois montagnes en Afrique sont couvertes de glaciers: le massif du mont Kenya (Kenya), les monts Rwenzori (Ouganda) et le mont Kilimandjaro (Tanzanie). Pour se préparer à l'intensification des phénomènes climatiques dangereux à fort impact, l'OMM appelle l'Afrique à investir dans les infrastructures hydrométéorologiques et les systèmes d'alerte précoce. L'organisation estime que la mise en œuvre rapide de stratégies d'adaptation en Afrique stimulera le développement économique et générera davantage d'emplois pour soutenir la reprise économique après la pandémie de Covid-19, et appelle à favoriser une « relance durable et verte » du continent.

Avec VivAfrik

Notation**Fitch confirme la note «AA-» du Fonds africain de garantie**

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé, le lundi 18 octobre, la notation de la solidité financière des assureurs (IFS) du Fonds africain de garantie (African Guarantee Fund) pour les petites et moyennes entreprises Ltd (AGF) à 'AA-' (très fort).

Les perspectives adossées à la note sont stables. Une évaluation positive qui résulte de la solidité financière d'AGF, sa très bonne position de capital et son modèle d'affaires éprouvé en tant que fournisseur de garanties en monnaie locale pour les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique. Pour Fitch, AGF tire sa force du soutien des institutions publiques par leurs apports en capital et leurs plans visant à fournir du capital versé et de la dette subordonnée supplémentaires pour soutenir la stratégie de

croissance du Fonds. AGF dispose également d'une bonne base commerciale, ce qui permet aux actionnaires de soutenir le financement des PME en Afrique sans engager directement leurs propres fonds. AGF a été fondé par les agences de développement du Danemark (AAA/Stable; DANI-DA; 20,3% du capital à fin 2020), l'Espagne (A-/Stable; 11,1%) et la France (AA/Negative; 7,8%). Il est désormais également détenu par la KfW (AAA/Stable; 34,3%), le Fonds nordique de déve-

loppement (NDF; 9,5%), le Fonds danois d'investissement pour les pays en développement (IFU; 8,6%) et la Banque africaine de développement (BAD; AAA/Stable; 8,3%). L'agence annonce qu'AGF prévoit d'élargir encore sa base de capital par le biais d'augmentations de capital et de dettes subordonnées de ses propriétaires actuels, d'autres institutions de financement du développement très bien notées et d'organisations non gouvernementales.

Avec financialafrik.com

Salon de l'énergie d'Abidjan**Les énergies renouvelables, moteurs du développement**

La Banque africaine de développement, en partenariat avec les Fonds d'investissement climatiques et d'autres partenaires, a apporté son soutien à l'association Light On pour l'organisation du Salon de l'énergie et du développement durable, tenu en même temps que la deuxième édition de la Semaine malienne des énergies renouvelables.

● Nicole ESSO

Le Salon, organisé les 15 et 16 octobre derniers à Abidjan sur le thème de « l'innovation au service du secteur de l'énergie pour améliorer les conditions de vie des populations », a compté plus de 700 participants, dix-huit stands d'exposition, quatre conférences et quatre tables rondes sur l'électrification et les énergies renouvelables. Il a réuni les acteurs des secteurs public et privé de cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et Togo) pour traiter différentes thématiques liées à l'énergie et au développement durable dans la région. Moussa Ombotimbe, conseiller technique, représentant le ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali à l'occasion de la deuxième Semaine malienne des énergies renouvelables, a indiqué que ce salon était « une nécessité pour répondre aux besoins énergétiques de plus en plus croissants de nos populations et pour soutenir le développement économique et durable des États africains. » Il a salué la Banque africaine de développement et les Fonds d'investissement climatiques pour leur soutien depuis la première édition de la Semaine, tenue en février 2019 à Bamako. Selon le directeur général de l'Agence des énergies renouvelables du Mali, Dr Souleymane Berthé, cet événement permet de mieux dynamiser le sous-secteur des énergies renouvelables à travers la promotion des opportunités d'affaires pour le secteur privé national et étranger, la durabilité des initiatives et spécificités



locales dans les politiques sectorielles. Il a souligné que la participation du Mali au Salon permettait de mieux informer les populations, les administrateurs sectoriels et les partenaires du développement intervenant dans les énergies renouvelables. « Le Salon d'Abidjan permettra au Mali de confirmer son rôle de pionnier dans le domaine des énergies renouvelables, a-t-il déclaré. Il permettra à l'Agence des énergies renouvelables du Mali d'avoir un rayonnement en dehors des frontières nationales et d'atteindre les objectifs de sa nouvelle ambition d'être un centre régional et de référence dans l'espace UEMOA ». Pour la présidente de l'association Light On, Grace Naomi Kpan, la valorisation des jeunes Africains passe par la création de ce genre de rencontre. « La voix de la jeunesse est désormais entendue à travers ce salon qui a dévoilé les potentiels, a-t-elle affirmé. Désormais, tout est possible avec la jeunesse engagée. C'est le signe que l'Afrique amorce son propre développement. » Elle a ainsi lancé un appel pressant aux gouvernants

afin qu'ils placent les jeunes au centre du développement. Tout en souhaitant une participation accrue au prochain Salon, la présidente de Light On a remercié les partenaires de l'événement, notamment la Banque africaine de développement, les Fonds d'investissement climatiques, la Compagnie ivoirienne d'électricité, Électricité de France, Orange, TotalÉnergies, Engie, Dalberg SA, General Electric, Air Côte d'Ivoire et l'Organisation internationale de la Francophonie à travers l'Institut francophone du développement durable. Cette première édition du Salon de l'énergie et du développement durable a pris fin avec un concours de start-up, suivi d'une remise des prix : dans la catégorie « Powerful Girl », le premier prix a été décerné à « Green Energie By West » du Burkina Faso, qui a remporté un chèque de trois millions de francs CFA ; dans la catégorie « énergie », le deuxième prix a été attribué à la Malienne Kadidiatou Touré pour « Wassa » ; un lampadaire solaire démontable à l'usage des femmes en zones rurales a remporté le troisième prix.

Jeux en ligne**Axie Infinity réalise la plus importante capitalisation boursière**

Le jeu Axie Infinity, du studio indépendant Sky Mavis, a vu sa capitalisation boursière grimper de 27 600% depuis le début de l'année et a atteint 7,9 milliards de dollars la semaine dernière, affichant ainsi la plus forte croissance parmi les dix premières pièces NFT.

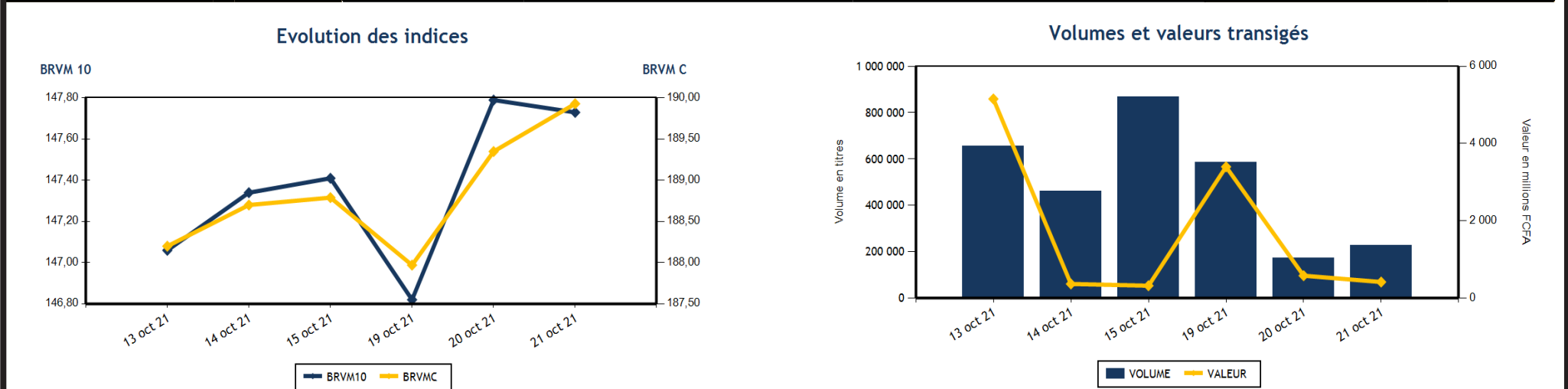
En mai 2021, la société a levé 7,5 millions de dollars lors de son tour de financement de série A, avec de grands noms tels que Cuban et le cofondateur de Reddit, Alexis Ohan, parmi les investisseurs. Aussi, le cycle de financement de série B de la société, achevé plus tôt ce mois-ci, a permis de lever la somme de 152 millions de dollars, mené par la société de capital-risque Andreessen Horowitz de la Silicon Valley. Le dernier

tour donne à Sky Mavis une valorisation d'environ 3 milliards de dollars. Des liquidités destinées à permettre à Sky Mavis de financer sa croissance à travers sa nouvelle stratégie d'expansion. Le jeu basé sur la blockchain Axie Infinity fonctionne sur la blockchain Ethereum avec l'aide d'une sidechain appelée Ronin. Son approche de jeu pour gagner récompense les joueurs qui réussissent dans des jetons cryptogra-

phiques qui peuvent être échangés contre de l'argent. Les joueurs d'Axie Infinity peuvent acheter, vendre, gagner, échanger et élever leurs créatures Axie, ce qui a créé un marché en plein essor pour ces objets de collection numériques. À ce jour, des ventes de monstres à jeton non fongible (NFT) d'une valeur de 2,5 milliards de dollars ont été produites par l'intermédiaire d'Axie Infinity.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	147,73	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 203 jeudi 21 octobre 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	189,93
Variation Jour	 -0,04 %		Variation Jour	 0,31 %
Variation annuelle	 12,87 %		Variation annuelle	 30,65 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 715 530 690 351	0,30 %
Volume échangé (Actions & Droits)	216 649	45,83 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	341 305 055	1,26 %
Nombre de titres transigés	44	4,76 %
Nombre de titres en hausse	13	-31,58 %
Nombre de titres en baisse	20	66,67 %
Nombre de titres inchangés	11	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	6 235	7,50 %	177,11 %
NESTLE CI (NTLC)	4 610	7,46 %	1 340,63 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 180	7,27 %	136,00 %
SOGB CI (SOGC)	5 335	7,13 %	127,02 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	1 060	4,95 %	76,67 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	88,92	1,16 %	145,30 %	46 563	53 696 375	20,03
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	451,77	0,00 %	10,06 %	19 502	83 581 275	7,99
BRVM - FINANCES	15	70,45	-0,21 %	17,44 %	85 981	87 268 420	13,53
BRVM - TRANSPORT	2	588,71	-0,40 %	55,46 %	1 571	3 696 600	9,83
BRVM - AGRICULTURE	5	246,84	4,28 %	185,23 %	18 237	87 516 810	15,49
BRVM - DISTRIBUTION	7	383,32	0,23 %	69,29 %	12 089	21 549 455	23,25
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	913,07	-0,67 %	164,28 %	95	67 800	4,29
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,76	
Taux de rendement moyen du marché	6,29	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,27	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	281 751,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 603 099 335,71	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 094 637 711 621	-0,10 %
Volume échangé	9 489	-60,72 %
Valeur transigée (FCFA)	73 963 594	-69,47 %
Nombre de titres transigés	4	100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	3	

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 000	-7,12 %	387,80 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	690	-6,76 %	245,00 %
BERNABE CI (BNBC)	2 000	-2,44 %	233,33 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 300	-1,76 %	43,44 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 700	-1,73 %	5,59 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,13	
Ratio moyen de satisfaction	45,03	
Ratio moyen de tendance	1 437,20	
Ratio moyen de couverture	6,96	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	1,94	
Nombre de SGI participantes	29	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Pénuries

Quand le commerce mondial tousse, l'Allemagne s'enrhume

Les pénuries généralisées à l'international assombrissent les perspectives de croissance de l'Allemagne, première économie d'Europe.

Les pénuries de matériaux sur les marchés mondiaux vont nettement freiner la reprise de la première économie européenne, dépendante de son industrie exportatrice, selon des prévisions de croissance revues en forte baisse jeudi. Les principaux instituts économiques du pays (DIW, IFO, IFW, IWH et RWI) s'attendent désormais à une hausse du PIB de 2,4% en 2021. Les dernières estimations d'avril tablaient sur une croissance de 3,7%, après une chute historique de 4,9% en 2020. «Le PIB remonte nettement depuis le recul des infections au printemps», notent les instituts dans un communiqué. «Mais pour le secteur manufacturier, les problèmes d'approvisionnement freinent la production.» La pandémie a déstabilisé les chaînes mondiales d'approvisionnement, conduisant à des goulots d'étranglement sur les marchés des composants électroniques, du bois, des plastiques et de l'acier, notamment. «Cela a un effet de ralentissement sur la production et sur notre chiffre d'affaires», explique Ralph Wiecher, chef économiste pour l'organisation des machines outils VDMA. En 2022, l'économie allemande devrait néanmoins «retrouver une utilisation normale de ses capacités» et la hausse du PIB atteindre 4,8%, avant de retomber à 1,9% en 2023,



selon les instituts.

Frein à l'endettement

En dehors de la pandémie, «les goulots d'étranglement en matière d'approvisionnement constituent le plus grand risque pour l'évolution de l'économie», a commenté jeudi le ministère de l'Economie. Sur le plan politique, cette reprise bridée est de nature à compliquer un peu plus les négociations déjà difficiles entre partis pour tenter de former un nouveau gouvernement après les élections législatives. Les sociaux-démocrates, vainqueurs de justesse du scrutin, et les Verts plaident pour une politique de dépense publique généreuse pour empêcher un ralentissement trop abrupt de la reprise, quitte à continuer à mettre entre parenthèses les règles nationales de limitation des déficits. La règle constitutionnelle du «frein à l'endettement» interdit au gouvernement d'emprunter plus de 0,35% de son PIB par

an. Elle a néanmoins été mise entre parenthèses en 2020 et 2021 pour faire face à la crise sanitaire. Contrairement à la gauche, les Libéraux du FDP, impliqués dans ces négociations à trois, veulent revenir à cette discipline et demandent des baisses d'impôts, ce qui priverait l'Etat fédéral de ressources pour financer des programmes de soutien à l'économie. «Dans un monde idéal, sans crise, sans événement majeur imposant de relever brusquement le niveau de la dette, on peut estimer que le frein à l'endettement est trop restrictif», ont de leur côté fait valoir les économistes des instituts lors d'une conférence de presse jeudi. Mais «un tel monde n'existe pas», ont-ils ajouté, défendant le maintien de règles permettant de «discipliner la politique budgétaire» pour disposer de marges de manœuvre en cas de crise.

(AFP)

Allemagne & France

Le prix des carburants au plus haut

La reprise économique n'a pas que des avantages. Elle pèse sur la demande en carburants et fait monter les prix à des niveaux record.

Le prix de l'essence à la pompe en Allemagne a atteint un niveau record, dans le sillage des cours du pétrole soutenus par la reprise de la demande mondiale, une évolution qui préoccupe le ministre des Transports. Dimanche, un litre coûtait en moyenne 1,555 euro, soit un centime de plus que lors du précédent record du 26 août 2012, tandis que l'essence sans plomb, à 1,667 euro en moyenne, s'approchait aussi de son plus haut (1,709 euro le 13 septembre 2012), a indiqué lundi l'association automobile ADAC. «Le ministre a clairement exprimé qu'il observait les prix des carburants avec inquiétude», a indiqué une porte-parole du ministère des Transports lors d'une conférence de presse. Des mesures pour «réagir rapidement» si les prix continuent d'augmenter, notamment

au-delà de 2 euros, doivent être prévues, a-t-elle ajouté. En France, les prix des carburants atteignent également des niveaux jamais vu depuis 10 ans et même un record historique pour le gazole. En cause: la reprise économique après la pandémie de Covid-19, qui fait flamber les prix, notamment de l'énergie, et les cours du pétrole.

Jamais vu depuis 2018

Le baril de West Texas Intermediate (WTI), variété standard aux Etats-Unis, a grimpé vendredi à son point le plus élevé en sept ans tandis que le Brent, qui était passé sous la barre des 20 dollars en avril 2020 en pleine crise sanitaire, s'est hissé à 85 euros – du jamais vu depuis 2018. Pour le gazole, le prix est également tiré par la de-

mande en fioul, typique pour le début de la saison froide. S'y ajoute, en Allemagne, une taxe sur les émissions de CO2 qui rajoute entre 6 et 8 centimes au prix par litre, précise la télévision publique ZDF. La tension sur les prix de l'énergie contribue largement à la poussée d'inflation en Allemagne, qui s'est établie à 4,1% sur un an en septembre, au plus haut depuis 1993. Le gouvernement allemand va d'ailleurs baisser au 1er janvier une taxe sur la consommation d'électricité, afin d'alléger la facture des ménages, a indiqué vendredi le ministre de l'Economie, Peter Altmaier. La redevance sur les énergies renouvelables (EEG) va ainsi baisser de près de moitié à son niveau «le plus bas depuis dix ans», selon le ministre.

(AFP)

Economie

Le Trésor américain veut moderniser son système de sanctions

Le Trésor américain estime que son arsenal de sanctions économiques est notamment affaibli par le développement des cryptomonnaies.

Washington juge nécessaire de moderniser son système de sanctions économiques et financières, dont l'efficacité est affaiblie notamment par le développement des cryptomonnaies, a indiqué lundi le Trésor américain, à l'issue du passage en revue de ces mesures par l'administration Biden. «Si les sanctions restent un outil politique essentiel et efficace, elles sont également confrontées à de nouveaux défis, notamment les risques croissants liés aux nouveaux systèmes de paiement, l'utilisation croissante des actifs numériques et les cybercriminels», dit le Trésor dans un communiqué. Les sanctions prises par le Trésor visent à empêcher des personnes ou entités étrangères, accusées par exemple de menacer la sécurité américaine ou d'entraver les droits humains dans leur propre pays, d'avoir accès au système bancaire et financier américain.

«Moderniser son infrastructure»

Mais «les innovations technologiques telles que les monnaies numériques, les plateformes de paiement



• Les États-Unis ont largement accru leur recours aux sanctions économiques depuis les attaques du 11 septembre 2001. (Image d'illustration) AFP

alternatives et les nouvelles façons de cacher les transactions transfrontalières réduisent toutes potentiellement l'efficacité des sanctions américaines», détaille dans son rapport le Trésor. «Ces technologies offrent aux acteurs malveillants des opportunités de détenir et de transférer des fonds en dehors du système financier traditionnel basé sur le dollar», est-il encore précisé. «Nous sommes conscients du risque que ces actifs numériques et systèmes de paiement puissent nuire à l'efficacité de nos sanctions s'ils ne sont pas contrôlés», ajoute le Trésor. Le secrétaire adjoint au

Trésor Wally Adeyemo doit être entendu par la commission bancaire du Sénat sur ce sujet mardi à 10H00 (16H00 en Suisse). «Le Trésor doit moderniser son infrastructure de sanctions, sa technologie et ses effectifs pour s'adapter à l'évolution des menaces des cybercriminels, des rançongiciels et autres», devrait-il souligner d'après son discours publié lundi soir. Il relèvera également l'importance d'agir, «quand c'est possible», en «coordination et collaboration avec (les) alliés» des États-Unis.

(AFP)

Climat

Londres annonce 10 milliards de livres d'investissements «verts»

Le gouvernement britannique multiplie les annonces ces dernières semaines avant le début de la COP26 en Écosse à partir du 31 octobre.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson devrait annoncer mardi des accords d'investissements étrangers totalisant 9,7 milliards de livres (12,3 milliards de francs) pour soutenir la «croissance verte» au Royaume-Uni, notamment un projet massif d'éoliennes offshore de l'espagnol Iberdrola. Dans un communiqué, le gouvernement britannique dévoile 18 accords qui vont permettre de créer «au moins 30'000 emplois» et «soutenir la croissance dans des secteurs clé comme les énergies éoliennes ou à base d'hydrogène, les logements durables, la capture et le stockage de CO2». Boris Johnson ouvrira mardi un «Sommet mondial sur l'investissement» organisé par son gouvernement et s'entretiendra avec le milliardaire Bill Gates sur la transition énergétique et le rôle du secteur privé pour contrer le changement climatique. «Ce n'est que le début, nous verrons d'autres



partenariats verts forgés au sommet» de mardi, affirme le chef du gouvernement, cité dans le communiqué.

Projet d'éoliennes offshore

Parmi les accords d'investissement qui doivent être dévoilés, l'énergéticien espagnol Iberdrola a «confirmé son intention d'investir 6 milliards de livres (7,6 milliards de francs) dans le cadre» d'un projet d'éoliennes offshore aux côtés de SSE, qui doit encore recevoir des autorisations. Le projet, qui devrait permettre de créer 7000 emplois, sera le plus gros d'Iberdrola dans l'éolien offshore dans le monde et générera assez d'électricité pour 2,7 millions de foyers

britanniques. Par ailleurs, la société de logistique Prologis veut investir 1,5 milliard de livres (1,9 milliard de francs) sur trois ans pour bâtir des entrepôts sans émissions de CO2 dans plusieurs régions du Royaume-Uni y compris la capitale, ce qui devrait «créer 14'000 emplois», d'après le communiqué. Le Royaume-Uni, qui veut atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, organise la COP26, la conférence internationale sur le climat, à Glasgow en Écosse à partir du 31 octobre, et le gouvernement britannique multiplie les annonces. D'après le quotidien «The Guardian», plusieurs sponsors de la COP26 ont écrit aux organisateurs de la conférence pour déplorer une mauvaise organisation, à quelques jours seulement de son lancement. Sky News et Natwest, cités par le quotidien parmi les signataires, n'ont pas répondu aux demandes de commentaires de l'AFP.

(AFP)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrica.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier N'attendez pas pour tâcher de trouver des solutions à certains problèmes matériels préoccupants. Plus le temps passera, plus vous aurez de difficultés à les résoudre, d'autant plus que des frais inattendus pourraient grever votre budget. Efforcez-vous d'abord de convaincre votre famille qu'il est indispensable de limiter au maximum les dépenses superflues. Ce ne sera pas le plus facile, mais vous devriez vous montrer particulièrement persuasif.

Taureau Cet aspect de Neptune pourra vous jouer des tours aujourd'hui. Ce ne sera pas le moment de prendre des risques sur le plan financier. Fuyez les achats ruineux, et remettez à plus tard les décisions de placements ou d'investissements. Ainsi vous éviterez des ennuis.

Gémeaux Quelques petits problèmes d'ordre financier vous perturberont et vous obligeront à remettre à plus tard vos folles envies de dépense. Soyez plus raisonnable pour éviter les fins de mois difficiles et démoralisantes.

Cancer Attention, ne mélangez pas les questions d'argent avec le sentiment, car cela risque de vous causer des problèmes difficiles à résoudre. Aussi, évitez d'accorder un prêt d'argent, car il est possible qu'il ne vous soit jamais remboursé malgré la bonne volonté réelle du débiteur.

Lion Le Soleil en cet aspect sera très favorable pour vos finances. Ce sera le moment de prendre des risques, d'oser vous lancer dans un achat ou un investissement que vous envisagiez depuis longtemps, ou de demander une prime quelconque à une personne compétente. N'hésitez pas : la chance vous accompagnera cette fois.

Vierge Il faudra veiller à ne pas vous laisser entraîner dans une forme quelconque de spéculation ou de jeu, car contrairement à votre habitude, vous serez enclin à prendre des risques qui vous exposeront davantage à des mécomptes qu'à de plantureux bénéfices.

Balance Les influx planétaires de la journée vous vaudront des chances appréciables dans le maniement de l'argent et les spéculations en général. On dirait que tout vous vient cette fois sur un plateau d'argent ! Mais ne vous croyez pas obligé de dépenser tout ce que la chance vous aura fait gagner. Offrez-vous une somptueuse sortie en compagnie de l'être aimé.

Scorpion En début de journée, un problème financier pourra vous perturber quelque peu. Mais la fin de la journée verra ce problème résolu. Evitez, de toute façon, d'échafauder des projets utopiques ; gardez les pieds sur terre et ne présumez pas de vos possibilités, ni de celles des autres d'ailleurs.

Sagittaire Sur le plan financier, il faudra vous attendre à une journée de vaches maigres, car Uranus en cet aspect non seulement ne vous concédera aucune chance mais encore vous obligera à faire des dépenses tout à fait inattendues.

Capricorne De grâce, n'écoutez pas les conseils de votre entourage pour la gestion de vos finances. Au besoin, demandez l'avis d'experts et prenez votre propre décision. Ne vous laissez pas embarquer dans des aventures farfelues.

Verseau Avec cet aspect de Neptune, vos finances passeront au premier plan de vos préoccupations. Il faut dire qu'il sera grand temps de songer à la gestion de vos comptes. D'ailleurs, si vous ne vous en souciez pas, votre banquier va finir par vous rappeler à l'ordre. Comme vous avez tendance à jouer au yoyo avec votre argent, cela va vous demander un effort. Mais ce sera utile, d'autant que le mauvais aspect de Pluton risque de vous valoir quelques déboires si vous vous êtes montré insouciant.

Poissons Avec cet aspect de Jupiter, vous n'aurez pas de souci à vous faire côté sous. L'argent arrivera régulièrement sur vos comptes. Par ailleurs, vous avez fait depuis quelque temps déjà des placements dont vous avez toutes les chances de récolter les fruits maintenant. Vous voilà récompensé pour votre saine gestion et votre aptitude à économiser. A présent, vous pouvez envisager de réaliser un projet qui vous tient à cœur.

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1^{er} janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Assemblée nationale

Le CADERDT sensibilise le parlement sur la budgétisation sensible au genre

Le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement des Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT) a débuté cette semaine, une formation de sensibilisation des députés sur la thématique de la budgétisation sensible au genre.

● Joël YANCLO

L'objectif recherché par cette action est de renforcer les capacités des députés dans l'utilisation des outils d'analyse du genre dans le processus d'examen et de vote du budget de l'Etat, afin qu'ils puissent contribuer davantage à la promotion de l'égalité genre au Togo. A cet effet, Madame la Directrice Exécutive du CADERDT a souligné dans son propos introductif, la totale confiance placée dans les femmes par les plus hautes autorités afin de favoriser l'atteinte rapide et efficace des objectifs de développement de la nation. Cette formation s'achèvera le samedi 23 octobre 2021, et constitue la première activité menée conjointement par le CADERDT et le CESAG dans le cadre de l'Accord de Coopération signé entre les deux institutions au mois de



juillet 2021. Le CADERDT a été créé à l'initiative du Gouvernement togolais avec l'appui de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF). Les activités du CADERDT sont essentiellement la recherche, la formation, le dialogue, le développement, la gestion et la dissémination des connaissances. Les activités en matière de croissance-dévelop-

pement constituent le cœur de la mission du CADERDT. En effet, la qualité et la justesse des thèmes d'études collégialement retenus et des analyses économiques effectuées par l'ensemble des experts et les consultants mobilisés à cet effet, devraient permettre d'apporter une valeur ajoutée décisive aux choix de politiques publiques du Gouvernement.



PAEIJ-SP

11 responsables des PME/PMI en formation sur les bonnes pratiques d'hygiène

La qualité étant la base de la compétitivité des entreprises, il est impératif que les entreprises promues par le PAEIJ-SP comprennent l'importance de la méthode HACCP et soient capables de les mettre en pratique notamment en rédigeant leur manuel HACCP.

C'est ce qu'a fait savoir Dr KAZIA Tchala, consultant formateur lors de la formation organisée au profit des responsables des PME/PMI promues par le PAEIJ-SP à takpamé du 20 au 22 octobre. Sous le thème l'application des bonnes pratiques d'hygiène, de fabrication et le référentiel HACCP, la 3ème thématique de la série de formation du PAEIJ-SP au profit des responsables des PME/PMI va les amener à porter une attention particulière aux matières premières, aux ingrédients, aux procédés de fabrication, aux cibles de chaque produit alimentaire (adultes, enfants, seniors, etc.) et aux données épidémiologiques concernant la sécurité des aliments transformés. En effet, une méthode HACCP a pour principal objectif de protéger les consommateurs des éventuels dangers liés à la consommation



● Vue partielle des participants

de produits, provenant du secteur agro-alimentaire et celui de la restauration (restauration rapide, collective, durable, etc.). La méthode HACCP a pour objectif de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les risques relatifs à la consommation de denrées alimentaires. Pour garantir la prévention des dangers (infection par des germes, empoisonnement lié à la pré-

sence de produits chimiques, etc.) dans le cadre de la mise en œuvre de la méthode HACCP, les responsables des PME/PMI doivent être en mesure de les identifier et de les évaluer. C'est ce qui a valu cette session de formation. Il faut noter qu'elles sont au total, 13 entreprises qui participent à cette première session de formation.

Avec vert-togo.com

FC Barcelone

Ansu Fati explique son choix de rester

Lors d'une conférence de presse organisée en son honneur, le joueur formé à La Masia s'est exprimé sur sa prolongation.

Joan Laporta vient de frapper deux jolis coups. En moins d'une semaine, le FC Barcelone a ainsi officialisé les prolongations de deux de ses piliers pour l'avenir : Pedri (2026) et Ansu Fati (2027). S'il n'y a eu aucun gros problème pour prolonger les deux internationaux ibériques, le cas de l'attaquant était un peu plus périlleux de base, puisque son contrat expirait en 2022 et que l'option automatique de prolongation était contestée par l'agent du joueur, Jorge Mendes. Ce dernier a cependant écouté les désirs de son client, qui ne jurait que par le Barça, et ce, malgré l'intérêt de grosses écuries européennes en mesure de lui offrir un salaire bien plus conséquent. Lors d'une conférence de presse organisée au Camp Nou ce jeudi, le principal concerné a expliqué

sa décision. « Mon rêve a toujours été de réussir ici et je vais pouvoir le faire, je vais travailler tous les jours pour y parvenir et rendre au club tout ce qu'il m'a donné. C'est un rêve d'être ici, mais moi je n'ai rien fait encore, j'espère pouvoir un jour comparer ma carrière à celle des autres grands joueurs issus de La Masia », a d'abord lancé celui qui a désormais une clause d'un milliard d'euros.

Fati n'a jamais hésité

« Je suis très tranquille, je me sens aimé ici, et c'est ce qui compte le plus pour moi. Il n'y a pas de pression, juste de la motivation de se lever tous les jours pour m'améliorer, et c'est ce que je fais. Depuis le premier jour, j'ai dit à mon agent que ma première option était de rester à Barcelone, et il l'a compris. C'est possible qu'il y ait eu

des offres d'autres clubs oui, mais pour moi ça a toujours été très clair, je voulais être ici », a ajouté le numéro 10 de l'actuel septième de la Liga. Un nouveau numéro qui ne lui fait d'ailleurs pas spécialement peur. « Je dois encore progresser, j'ai encore une grosse marge, je dois écouter tous les gens du club qui veulent m'aider. Et renforcer ce que j'ai déjà, en travaillant au quotidien. Je suis très content de porter le n° 10, personne ne va égaler ce qu'a fait Messi, moi je dois faire mon chemin », a conclu le petit prodige de 18 ans, ne souhaitant pas se comparer à son ancien coéquipier Lionel Messi. S'il parvient à faire ne serait-ce que la moitié de ce qu'a fait son glorieux aîné sous la tunique blaugrana, Fati aura déjà de quoi être très satisfait...

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



Inspirés tous les jours par nos héros

**AFRICA
First Assist**

Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist**
sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com